

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

2 AVRIL 1992

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 21 mars 1964
relative aux traitements des membres
de la Cour des comptes et la loi du
29 octobre 1846 relative à
l'organisation de la Cour des comptes**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
FINANCES (1)

PAR
M. TAYLOR

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de
loi au cours de sa réunion du 25 mars 1992.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Bossuyt.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Dupré, Olivier, Pinxten, Taylor, Van Rompuyl.
P.S. MM. Canon, Gilles, Henry, Namotte.
S.P. MM. Bossuyt, Colla, Lisabeth.
P.V.V. MM. Bril, Daems, Verhoeffstadt.
P.R.L. MM. Bertrand, de Clippele.
P.S.C. MM. Langendries, Poncelet.
Ecolo/ Agalev MM. Defeyt, De Vlieghere.
Vl. M. Van den Eynde.
Blok V.U. M. Olaerts.

Voir :

- 135 - 91 / 92 (S.E.) :

- N° 1 : Proposition de loi du Bureau.
- N° 2 : Amendements.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

2 APRIL 1992

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 21 maart
1964 betreffende de wedden van de
leden van het Rekenhof en de wet van
29 oktober 1846 op de inrichting van
het Rekenhof**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
FINANCIEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER TAYLOR

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsvoorstel besproken
tijdens haar vergadering van 25 maart 1992.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Bossuyt.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Dupré, Olivier, Pinxten, Taylor, Van Rompuyl.
P.S. HH. Canon, Gilles, Henry, Namotte.
S.P. HH. Bossuyt, Colla, Lisabeth.
P.V.V. HH. Bril, Daems, Verhoeffstadt.
P.R.L. HH. Bertrand, de Clippele.
P.S.C. HH. Langendries, Poncelet.
Ecolo/ Agalev HH. Defeyt, De Vlieghere.
Vl. H. Van den Eynde.
Blok V.U. H. Olaerts.

Zie :

- 135 - 91 / 92 (B.Z.) :

- N° 1 : Voorstel van het Bureau.
- N° 2 : Amendementen.

B. — Plaatsvervangers :

HH. Ansoms, Eyskens, Moors, Tant, Van Hecke, N.
HH. Dufour, Harmegnies (M.), Léonard, Mevr. Lizin, N.
HH. Chevalier, Dielens, Peeters (L.), Van der Maele.
HH. Denys, Dewael, Platteau, Vergote.
HH. Ducarme, Kubla, Simonet, Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Grimberghs, Thissen.
Mevr. Aelvoet, HH. Detienne, Morael.
HH. Annemans, Wymeersch.
HH. Candries, Gabriëls.

(*) Première session de la législature n° 48.

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — DISCUSSION

Un membre rappelle que cette même proposition a déjà été adoptée par votre Commission le 10 juillet 1991. A la suite de la dissolution des Chambres, elle n'a cependant plus pu être adoptée par l'Assemblée plénier et a été frappée de caducité.

Elle a dès lors été redéposée le 29 janvier dernier et peut, en principe, être entièrement réexaminée par la Commission.

Le texte de la proposition à l'examen est toutefois absolument identique à celui que votre Commission a adopté le 10 juillet 1991 (Voir le rapport de Mme Duroi-Vanhelmont, Doc n° 1130/4-89/90, pp. 5-6) et tient donc compte de toutes les observations formulées à l'époque en commission.

C'est ce qui ressort du reste des développements de la proposition à l'examen (pp. 2 à 4).

L'intervenant estime dès lors que l'adoption de celle-ci n'est plus qu'une formalité.

S'il partage en principe cet avis, *un autre membre* se demande toutefois s'il ne conviendrait pas de réserver, par une loi, au moins la moitié des emplois de (premier) président, de conseiller et de greffier (en chef) aux membres de l'auditorat de la Cour des comptes. En effet, pour pouvoir exercer ces fonctions, il faut non seulement être porteur d'un diplôme universitaire, mais également avoir une expérience utile en tant qu'auditeur de la Cour.

L'intervenant souligne également la grande mobilité au sein du cadre des auditeurs de la Cour. Il ressort en effet du rapport de la commission de la Comptabilité sur le budget de la Cour des comptes pour l'année 1991 (rapport de M. M. Olivier, document sans numéro du 31 octobre 1990, pp. 19-21) que pas moins de 42 fonctionnaires de niveau 1 de la Cour, jeunes pour la plupart, ont démissionné au cours de la période allant de 1975 à 1986, et que 15 fonctionnaires ont encore démissionné entre 1987 et 1990.

Le membre attribue ce phénomène au manque d'estime pour le travail fourni par l'auditorat de la Cour des comptes, qui compte pourtant des fonctionnaires très compétents dans ses rangs.

Il estime que l'inscription dans la loi du 29 octobre 1846 de l'obligation de choisir au moins la moitié des membres de la Cour dans cet auditorat pourrait en partie remédier à ce problème.

Enfin l'intervenant se demande également si l'article 116 de la Constitution ne devrait pas être révisé d'urgence afin d'associer également les Conseils communautaires et régionaux à certaines décisions qui, à l'heure actuelle, ne peuvent être prises qu'au niveau national par la Chambre des représentants.

Un autre intervenant insiste pour que soit inséré dans le présent rapport un tableau comparatif concernant l'évolution des traitements du (Premier) président et des membres du Conseil d'Etat, d'une part, et de la Cour des comptes, d'autre part.

*
* * *

I. — BESPREKING

Een lid herinnert eraan dat ditzelfde wetsvoorstel reeds op 10 juli 1991 door de Commissie werd aangenomen. Ingevolge de ontbinding van de Kamer kon het evenwel niet meer door de plenaire vergadering worden aangenomen en kwam het te vervallen.

Het werd dan ook op 29 januari jongstleden hergediend en kan in beginsel van meetaf aan door de Commissie opnieuw worden onderzocht.

De tekst van onderhavig voorstel is echter precies dezelfde als die welke op 10 juli 1991 door de Commissie werd aangenomen (zie het verslag van Mevrouw Duroi-Vanhelmont, Stuk n° 1130/4-89/90, blz. 5-6) en houdt dan ook rekening met alle destijds in de Commissie geformuleerde opmerkingen.

Zulks blijkt overigens uit de toelichting (blz. 2-4).

De goedkeuring van dit voorstel lijkt spreker dan ook niet meer dan een formaliteit.

Een ander lid is het daar in principe mee eens.

Hij vraagt zich echter af of het niet aangewezen is om minstens de helft van de ambten van (eerste) voorzitter, raadsheer en (hoofd)griffier bij wet voor te behouden aan leden van het auditoraat van het Rekenhof. De uitoefening van deze ambten vereist immers, naast het bezit van een universitair diploma, de facto ook een nuttige ervaring als auditeur van het Hof.

Spreker wijst ook op de hoge mobiliteit binnen het auditeurskader van het Hof. Blijktens het verslag van de Commissie voor de Comptabiliteit over de begroting van het Rekenhof voor het jaar 1991 (verslag van de heer M. Olivier, niet-genummerd stuk van 31 oktober 1990, blz. 19-21) namen tijdens de periode 1975-1986 liefst 42, voor het merendeel jonge, niveau-1-ambtenaren van het Hof vrijwillig ontslag. Voor de periode 1987-1990 waren dat er nog eens 15.

Het lid wijt zulks aan een gebrek aan waardering voor de prestaties van het auditoraat van het Rekenhof, dat nochtans zeer degelijke ambtenaren onder zijn leden telt.

Het invoegen in de wet van 29 oktober 1846 van de verplichting om minstens de helft van de leden van het Hof te kiezen uit dit auditoraat kan volgens hem dit euvel ten dele verhelpen.

Tenslotte vraagt spreker zich ook af of artikel 116 van de Grondwet niet dringend moet worden herzien, teneinde ook de Gewest- en Gemeenschapsraden te betrekken bij bepaalde beslissingen die thans alleen op nationaal niveau, door de Kamer van Volksvertegenwoordigers, kunnen worden getroffen.

Een volgende spreker dringt aan op de opname in onderhavig verslag van een vergelijkende tabel betreffende de evolutie van de wedden van de (Eerste) Voorzitter en de leden van de Raad van State enerzijds, en van het Rekenhof anderzijds.

*
* * *

Votre rapporteur fait tout d'abord observer qu'une augmentation substantielle des traitements serait sans doute également de nature à accroître la motivation du personnel de la Cour des comptes (auditeurs, vérificateurs et personnel d'exécution).

Il lui paraît en effet souhaitable que la loi exige une certaine expérience — au sein ou en dehors de la Cour — dans le chef du candidat à une nomination au grade de conseiller à la Cour.

Si la moitié seulement des conseillers doivent être choisis parmi les auditeurs de la Cour des comptes, il faudra préciser quelle est l'expérience utile qui est requise pour l'autre moitié.

Par ailleurs, il convient également de nuancer quelque peu la comparaison entre ces conseillers et les membres du Conseil d'Etat. Ces derniers sont nommés en effet à vie, alors que les membres de la Cour des comptes doivent être reconfirmés dans leurs fonctions tous les six ans par la Chambre des représentants (loi du 29 octobre 1846, article 1^{er}, troisième alinéa).

Enfin, votre rapporteur estime également qu'il y a lieu de revoir l'article 116 de la Constitution afin que les Conseils régionaux et les conseils de Communauté, auxquels la Cour des comptes adresse également des rapports, puissent être associés à la nomination des Conseillers à la Cour.

Le premier intervenant renvoie à cet égard au rapport de la Commission de la Comptabilité relatif au budget de la Cour des comptes pour l'année 1992 (rapport de Madame Duroi-Vanhelmont, document non numéroté du 12 octobre 1991, pp. 3-4).

Il rappelle également qu'en vertu de l'article 116 de la Constitution, c'est la Chambre des représentants, et elle seule, qui nomme les membres de la Cour des comptes.

Il ne voit dès lors pas pourquoi la Chambre devrait s'imposer elle-même des règles supplémentaires par une loi.

Cela n'empêche cependant nullement que lors de futures nominations, il soit tenu compte de l'expérience utile que les candidats ont acquise au sein ou en dehors de l'auditiorat de la Cour des comptes. La règle selon laquelle au moins la moitié des membres de la Cour devraient être nommés au sein de l'auditiorat pourrait également être observée dans ce cadre.

Le tableau comparatif demandé concernant l'évolution des traitements des membres du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes est annexé au présent rapport.

Les traitements du personnel de niveau 1 de la Cour ont déjà été revus par décision du Bureau de la Chambre des représentants du 2 juillet 1987. La carrière du cadre des auditeurs et des grades assimilés a été écourtée par la même occasion. Les barèmes et le statut des fonctions dirigeantes (réviseurs et directeurs) ainsi que du personnel des niveaux 2, 3 et 4 ont été revus par décision du 5 novembre 1987.

Uw Rapporteur merkt eerst en vooral op dat de motivatie van het personeel van het Rekenhof (auditeurs, verificateurs en uitvoerend personeel) wellicht ook zou kunnen worden verbeterd via een substantiële weddeverhoging.

Het lijkt hem ook wenselijk om voor de benoemingen tot raadsheer van het Hof een bepaalde vereiste qua ervaring — in of buiten het Hof — in de wet in te schrijven.

Wanneer slechts de helft van de raadsheren uit het auditiorat van het Rekenhof zelf moeten worden gekozen, dient ook voor de andere helft de vereiste nuttige ervaring te worden gespecificeerd.

Voorts dient ook de vergelijking met de leden van de Raad van State enigszins te worden genuanceerd, aangezien deze laatsten voor het leven worden benoemd en de leden van het Rekenhof om de zes jaar door de Kamer van Volksvertegenwoordigers in hun ambt moeten worden herbevestigd (wet van 29 oktober 1846, artikel 1, derde lid).

Tenslotte is ook uw Rapporteur van mening dat artikel 116 van de Grondwet moet worden herzien teneinde ook de Gewest- en Gemeenschapsraden, aan wie het Rekenhof eveneens rapporteert, bij de benoeming van de raadsheren te kunnen betrekken.

De eerste spreker verwijst dienaangaande naar het verslag van de Commissie voor de Comptabiliteit over de begroting van het Rekenhof voor het jaar 1992 (verslag van Mevrouw Duroi-Vanhelmont, niet-genummerd stuk d.d. 12 oktober 1991, blz. 3-4).

Hij herinnert er ook aan dat krachtens artikel 116 van de Grondwet de Kamer van Volksvertegenwoordigers en zij alleen, de leden van het Rekenhof benoemt.

Hij ziet dan ook niet in waarom de Kamer zichzelf bij wet bijkomende regels zou opleggen.

Dit alles belet echter geenszins dat bij toekomstige benoemingen rekening zou worden gehouden met de nuttige ervaring die de kandidaten in of buiten het auditiorat van het Rekenhof hebben opgedaan. Ook de regel dat minstens de helft van de leden van het Hof moet worden benoemd uit het auditiorat kan daarbij worden in acht genomen.

De gevraagde vergelijkende tabel betreffende de evolutie van de wedden van de leden van de Raad van State en van het Rekenhof wordt opgenomen in bijlage bij onderhavig verslag.

De weddeschalen van het niveau - 1-personnel van het Hof werden reeds herzien bij beslissing van het Bureau van de Kamer van Volksvertegenwoordigers van 2 juli 1987. Tezelfdertijd werd de loopbaan voor het auditeurskader en voor de gelijkgestelde graden ingekort. Bij beslissing van 5 november 1987 werden de weddeschalen en het statuut van de leidinggevende functies (revisoren en directeurs) en van het personeel van de niveaus 2, 3 en 4 herzien.

Un autre membre rappelle que la proposition de loi à l'examen a été déposée sur le bureau de la Chambre il y a plus de deux ans. La décision ne peut dès lors plus être différée.

L'intervenant suivant partage ce point de vue, mais maintient que les membres de la Cour des comptes ne peuvent recevoir, lorsqu'ils accomplissent des missions particulières, une rétribution plus élevée que celle qui est octroyée aux agents de l'Etat. Tel est l'objet de l'amendement de *M. De Vlieghere* (n° 1, Doc. 135/2) à l'article 3 de la proposition.

Le même auteur présente également, conjointement avec *M. Candries*, un deuxième amendement (n° 2, Doc. n° 135/2) visant à compléter l'article 4 par une disposition obligeant à puiser au moins la moitié des membres de la Cour au sein du personnel de niveau 1 de cette institution.

Votre rapporteur insiste pour que la Commission des Finances consacre en temps opportun une discussion approfondie à la mission de la Cour des comptes et aux services que cette institution rend au Parlement.

Le premier intervenant estime que cette discussion devrait plutôt avoir lieu au sein de la Sous-commission des Finances et de la Commission de la Comptabilité.

II. — VOTES

Artt. 1^{er} et 2

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

Art. 3

L'amendement n° 1 de *M. De Vlieghere* est rejeté par 10 voix contre une et une abstention.

L'article 3 est adopté, sans modification, par 11 voix et une abstention.

Art. 4

L'amendement n° 2 de *MM. De Vlieghere et Candries* est rejeté par 9 voix contre 3.

L'article 4 est adopté, sans modification, par 11 voix et une abstention.

Artt. 5 et 6

Ces articles sont adoptés à l'unanimité.

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité, sans modification.

Le Rapporteur,

J. TAYLOR

Le Président a.i.,

M. OLIVIER

Een ander lid herinnert eraan dat dit wetsvoorstel in feite reeds ruim twee jaar bij de Kamer aanhangig is. De beslissing erover mag dan ook niet langer worden uitgesteld.

Een volgende spreker is het daarmee eens. Hij blijft er echter bij dat de leden van het Rekenhof voor het vervullen van bijzondere opdrachten geen hogere vergoeding mogen krijgen dan de statutaire ambtenaren in overheidsdienst. Vandaar het amendement van *de heer De Vlieghere* (n° 1 — Stuk n° 135/2) bij artikel 3 van het voorstel.

Samen met de heer *Candries* heeft hij nog een tweede amendement (n° 2 — Stuk n° 135/2) ingediend, teneinde artikel 4 aan te vullen met de (wettelijke) verplichting om minstens de helft van de leden van het Hof te doen benoemen uit het niveau - 1 personeel van diezelfde instelling.

Uw rapporteur dringt erop aan dat de Commissie voor de Financiën te gepaste tijd een grondige discussie zou wijden aan de opdracht van het Rekenhof, met inbegrip van de dienstverlening door deze instelling aan het Parlement.

Volgens *de eerste spreker* dient deze bespreking veeleer te worden gevoerd in de Subcommissie voor de Financiën en in de Commissie voor de Comptabiliteit.

II. — STEMMINGEN

Artt. 1 en 2

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Art. 3

Amendement n° 1 van *de heer De Vlieghere* wordt verworpen met 10 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Artikel 3 wordt ongewijzigd aangenomen met 11 stemmen en één onthouding.

Art. 4

Amendement n° 2 van *de heren De Vlieghere en Candries* wordt verworpen met 9 tegen 3 stemmen.

Artikel 4 wordt ongewijzigd aangenomen met 11 stemmen en één onthouding.

Artt. 5 en 6

Deze artikelen worden eenparig aangenomen.

Het gehele wetsvoorstel wordt, zonder enige wijziging, eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

De Voorzitter a.i.,

J. TAYLOR

M. OLIVIER

ANNEXE

BIJLAGE

Comparaison des traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat et des membres de la Cour des comptes

Vergelijking van de wedden van de ambtsdragers van de Raad van State en van de leden van het Rekenhof

au 31 août 1989

op 31 augustus 1989

Conseil d'Etat — Raad van State

	Traitements de base 1.7.74 (1) — Basiswedde 1.7.74 (1)	Traitements indexé (2) — Geindexeerde wedde (2)	Traitements de base 1.7.74 (1) — Basiswedde 1.7.74 (1)	Traitements indexé (2) — Geindexeerde wedde (2)	Déférence annuelle (maximum) — Jaarlijks verschil (maximum)
Premier Président. — Eerste voorzitter	941 280 — 1 144 800	2 426 720 — 2 942 934	Premier Président et Président. — Eerste voorzitter en Voorzitter	856 480 — 1 060 000	2 211 631 — 2 727 846
Président. — Voorzitter	914 780 — 1 118 300	2 359 505 — 2 875 719	Conseillers et Greffiers. — Raadsheeren en Griffiers	708 080 — 911 600	1 835 226 — 2 351 440
Conseiller d'Etat. — Staatsraad	750 480 — 954 000	1 942 770 — 2 458 984			107 544

au 1^{er} avril 1992

Conseil d'Etat — Raad van State

	Traitements de base 1.11.91 — Basiswedde 1.11.91	Traitements indexé Index 1.0824 — Geindexeerde wedde Index 1.0824	Traitements de base 1.11.91 (3) — Basiswedde 1.11.91 (3)	Traitements indexé Index 1.0824 — Geindexeerde wedde Index 1.0824	Déférence annuelle (maximum) — Jaarlijks verschil (maximum)
Premier Président. — Eerste voorzitter	2 563 116 — 3 105 542	2 774 317 — 3 361 439	Premier Président et Président. — Eerste voorzitter	2 337 102 — 2 879 543	2 529 679 — 3 116 817
Président. — Voorzitter	2 492 486 — 3 034 912	2 697 867 — 3 284 989	Conseillers et Greffiers. — Raadsheeren en Griffiers		
Conseiller d'Etat. — Staatsraad	2 054 580 — 2 597 006	2 223 877 — 2 810 999	1 941 573 — 2 484 014	2 101 559 — 2 688 697	122 302

(1) 7 majorations dont trois triennales de 33 920 francs et quatre triennales de 25 440 francs.

25 440 frank.

(2) Formule d'indexation au 31 août 1989 [(traitements de base x 2,2522) + 34 836] x 1,1262.

(3) Formule d'indexation au 1^{er} avril 1992 [(traitements de base 1.7.74 + 4 919) x 2,2522 + 34 836] x 1,02 x 1,01.

op 1 april 1992

Cour des comptes — Rekenhof

	Traitements de base 1.7.74 (1) — Basiswedde 1.7.74 (1)	Traitements indexé (2) — Geindexeerde wedde (2)	Traitements de base 1.7.74 (1) — Basiswedde 1.7.74 (1)	Traitements indexé (2) — Geindexeerde wedde (2)	Déférence annuelle (maximum) — Jaarlijks verschil (maximum)
Premier Président. — Eerste voorzitter	941 280 — 1 144 800	2 426 720 — 2 942 934	Premier Président et Président. — Eerste voorzitter	856 480 — 1 060 000	2 211 631 — 2 727 846
Président. — Voorzitter	914 780 — 1 118 300	2 359 505 — 2 875 719	Conseillers et Greffiers. — Raadsheeren en Griffiers	708 080 — 911 600	1 835 226 — 2 351 440

(1) 7 verhogingen waarvan drie driejaarlijkse van 33 920 frank en vier driejaarlijkse van

25 440 frank.

(2) Indexformule op 31 augustus 1989 [(basiswedde x 2,2522) + 34 836] x 1,1262.

(3) Indexformule op 1 april 1992 [(basiswedde 1.7.74 + 4 919) x 2,2522 + 34 836] x 1,02 x